

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 13 mars 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025-08

Convention de coopération public public prévoyant le versement d'une subvention de 50 000 euros à la Ville de Versailles dans le cadre de la Biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France 2025

Exposé des motifs

En vue de l'organisation de la troisième édition de la Biennale d'architecture et de paysage (Bap) d'Île-de-France, qui se tiendra de mai à juillet 2025 à Versailles, dans le cadre d'une convention de coopération (cf. délibération 2024-16), l'ENSP s'est vue octroyer par la Région Ile-de-France une subvention d'un montant maximal de 650 000 € dans le cadre de sa participation à la Bap 2025.

Comme indiqué à l'occasion du budget rectificatif 2024 (cf. délibération 2024-28) et du budget initial 2025 (cf. délibération 2024-29) :

- 460k€ ont été attribués à l'agence TER pour le commissariat de l'exposition principale sur le site du Potager du Roi ;
- 140k€ ont été attribués à l'ENSP pour assumer les coûts induits par l'accueil, l'organisation et l'animation de la BAP ! sur le site du Potager du Roi (APR, médiation, vacations, accueil/billetterie, sécurité, ménage, réception et événementiel, RH, etc.) ;
- 50k€ ont enfin été prévus pour permettre le financement d'une exposition de maquettes du paysagiste Bas Smets.

Prévue initialement au sein de l'ENSP, cette deuxième exposition doit finalement se tenir dans les espaces de l'Hôtel Lambinet, et être accompagnée dans ce cadre par les équipes de la Ville de Versailles, propriétaire et gestionnaire du Musée. Dès lors, par souci de cohérence et de simplification, il est apparu souhaitable, en accord avec la région Ile-de-France, de prévoir le reversement par voie de subvention à la Ville de Versailles, des 50k€ déjà versés par la Région à l'ENSP.

Le soutien de l'ENSP à l'exposition sera notamment crédité dans les supports de communication dédiés à cette exposition spécifique au musée Lambinet. Un 'corner ENSP' sera également présenté à l'accueil de manière à valoriser l'établissement, d'une manière cohérente avec l'exposition de Bas Smets, en cohérence avec les missions de l'ENSP telles que prévues dans son décret constitutif (décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994).

L'approbation du conseil d'administration est requise afin de permettre à la directrice de signer cette convention, jointe en annexe au dossier.

Délibération n° 2025-08 approuvant la Convention de coopération publique publique prévoyant le versement d'une subvention de 50 000 euros à la Ville de Versailles dans le cadre de la Biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France 2025

*Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R812-7,
Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles,*

Le conseil d'administration décide :

Article unique

La Convention de coopération publique publique prévoyant le versement d'une subvention de 50 000 euros à la Ville de Versailles dans le cadre de la Biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France 2025, pour l'exposition réalisée par l'architecte paysagiste Bas Smets, est approuvée.

Favorables	19
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	19

Fait à Versailles, le 13 mars 2025

La délibération est approuvée / ~~rejetée~~

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA

COOPERATION PUBLIC PUBLIC

Dans le cadre de la Biennale d'architecture et de paysage de la Région Ile-de-France 2025

ENTRE L'ENSP ET LA VILLE

PARTENARIAT

ENTRE

L'ENSP, Ecole nationale supérieure de paysage (Ensp), représentée par Alexandra BONNET, Directrice, ayant son siège social à 10, rue du Maréchal Joffre - 78000 Versailles, n° de Siret : 197 820 194 00029

ci-après dénommée « l'ENSP »

ET

LA VILLE DE VERSAILLES, représentée par François de MAZIERES, Maire de Versailles, ayant son siège social à 4, avenue de Paris - 78000 Versailles, habilité aux fins des présentes par délibération n° 2025

ci-après dénommée « la VILLE »

ensemble « les partenaires »

EN PRESENCE DE LA REGION ILE DE FRANCE

VU la convention de coopération concernant la Biennale d'architecture et de paysage de la Région Ile-de-France 2025 (**Annexe 2**) et tous actes postérieurs et y afférant ;

EXPOSE PREALABLE

La Région Ile-de-France, l'Ecole nationale supérieure d'architecture, l'Ecole nationale supérieure du paysage, l'Etablissement public du Château, du musée et du domaine national de Versailles et l'Etablissement public du musée du Louvre, l'Institut Paris Région, la Cité de l'architecture et du patrimoine, l'agence des espaces verts de la Région Ile-de-France et la Ville de Versailles se sont rapprochés, afin d'organiser la troisième édition de la biennale d'architecture et de paysage (Bap !) d'Ile-de-France, à partir du 6 mai 2025 à Versailles.

L'objectif de cet événement d'intérêt général est de créer un espace de réflexion, d'expression et d'émulation sur le thème « La vi(Ile)e vivante ». Cette biennale sera à la fois immersive et prospective, elle sera grand public.

Dans le cadre de la programmation de la troisième édition de la « Biennale d'architecture et de paysage de la Région Île-de-France » qui se tiendra à Versailles, du mardi 6 mai au dimanche 13 juillet 2025, le commissaire général et la directrice de l'Ecole nationale supérieure de paysage sont convenus de présenter deux expositions : la première au sein du Potager et la seconde au Musée Lambinet.

La présente coopération concerne l'exposition se tenant au Musée Lambinet.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

Le présent contrat a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'ENSP et la VILLE en vue d'une mission commune d'intérêt général : coproduction de l'exposition intitulée "Les climats du paysage", qui sera accueillie au Musée Lambinet à Versailles pendant la Biennale d'architecture et de paysage de la Région Ile-de-France, prévue du 6 mai au 13 juillet 2025.

La mise en œuvre de cette coopération ne doit obéir qu'à des considérations d'intérêt public. Sont donc exclues les situations dans lesquelles les entités coopératrices favoriseraient, directement ou indirectement, la poursuite d'intérêts privés.

Cette coopération implique l'existence d'engagements réciproques des partenaires, et exclut les relations purement commerciales que celles-ci pourraient nouer ponctuellement.

Chaque partenaire assume l'entière charge financière de ses engagements par ses deniers, ses personnels et ses biens propres.

Cette coopération exclut tout lien de subordination entre les parties.

Chaque partenaire agit sous sa seule et unique responsabilité.

Enfin, chaque partenaire s'oblige à respecter et à faire respecter par toute personne agissant sous son autorité, d'une part, ses obligations de confidentialité, étant précisé que ne sont pas couverts par ces obligations les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties, et d'autre part, la protection des données à caractère personnel et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS ET DESCRIPTIF DU PARTENARIAT

2.1 L'ENSP et la VILLE conviennent de collaborer en vue de la réalisation de l'objet visé à l'article 1 du présent contrat.

L'exposition a pour but d'explorer comment les environnements bâtis peuvent se transformer en écologies urbaines capables de générer des microclimats améliorés.

La performance sera unique dans la mesure où elle s'appuie sur la pratique internationale de Bas Smets, architecte, paysagiste, belge, étant précisé que ses prestations seront définies dans le cadre d'un marché public passé en application de l'article R2122-3 1° du Code de la commande publique, **relatif à la coproduction de l'exposition "Les climats du paysage"**.

L'agence Bas Smets présentera l'impact des variations climatiques sur certains espaces urbains à travers des projections sur maquettes.

A travers une expérience immersive, le public sera invité à comprendre comment l'architecture du paysage peut devenir un levier pour réinventer notre rapport à l'environnement face aux défis climatiques actuels.

Trois maquettes seront ainsi présentées :

- Notre Dame à Paris ;
- Lumas à Arles ;
- Loodswezen à Anvers.

2.2 A cet effet, l'ENSP et la VILLE s'engagent respectivement comme suit :

La VILLE :

- apporte 46 000€ de financement pour ce projet et rémunère à hauteur de cette somme l'agence Bas Smets dans le cadre du marché public mentionné à l'article 2.1 du présent contrat ;
- réalise trois tables pour accueillir les trois maquettes présentées ;
- met à disposition des salles d'exposition du Musée Lambinet pour présenter les maquettes de l'agence Bas Smets ;
- assure l'exposition hors le montage, le démontage et les transports aller et retour ;
- accompagne l'aménagement des espaces en lien avec les techniciens engagés par l'agence Bas Smets pour la mise en place des projecteurs ;
- assure l'accueil et le gardiennage ;
- assure éventuellement la médiation de l'exposition.

L'ENSP :

- apporte 50 000€ nets de taxes de financement pour ce projet et les versera à la VILLE sous forme de subvention ;
- afin d'établir un lien entre les deux expositions dédiées au paysage mentionnées en exposé préalable, d'une part, organise une table ronde sur la thématique « Enseignement climat », le 17 mai 2025, sur le site du Potager du Roi et invite l'agence Bas Smets à y participer et d'autre part, assure dans le hall d'entrée du Musée Lambinet l'installation d'un corner de présentation de l'ENSP et met à disposition du public les flyers du programme de la Bap.

ARTICLE 3 – MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE REALISATION

3.1 Le suivi du partenariat est assuré par :

-Pour l'ENSP :

Vincent Ténrière, Secrétaire Général.

-Pour la VILLE :

Fabienne Vittot Bringuier, Chef de cabinet du Maire, coordonnatrice auprès du commissaire général de la Bap.

Ce suivi consistera à s'assurer du bon déroulement du partenariat.

Si des modifications du partenariat s'avèrent nécessaires aux fins d'adaptations mineures, ces modifications sont notifiées par écrit.

3.2 Conditions de réalisation

Ces conditions de réalisation seront précisées dans le marché public mentionné à l'article 2.1 du présent contrat.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le budget détaillé du partenariat est joint en **Annexe 1** du présent contrat et s'établit à 80 000€ HT.

Les modalités de financement et de paiement seront définies dans le cadre du marché public visé à l'article 2.1.

ARTICLE 5 - PROPRIETE INTELLECTUELLE, SANS PREJUDICE DES DISPOSITIONS DU MARCHE PUBLIC VISE A L'ARTICLE 2.1 DU PRESENT CONTRAT RELATIF A L'EXPOSITION PROPREMENT DITE « LES CLIMATS DU PAYSAGE »

5.1 Propriété intellectuelle des connaissances antérieures et des éléments antérieurement détenus faisant l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle

Chaque partenaire reste propriétaire des connaissances, susceptibles ou non, de faire l'objet d'un titre de propriété industrielle ou d'un droit de propriété intellectuelle qu'il détenait antérieurement à la conclusion du contrat, et ce quel qu'en soit le support (y compris les logiciels). En tout état de cause, l'utilisation de tels éléments par l'un ou l'autre des partenaires devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite de son cocontractant telle qu'une licence de marque protégée et respecter la charte graphique y afférente.

5.2 Propriété intellectuelle des travaux ou livrables résultant de l'exécution du présent partenariat

Seuls les auteurs disposent du droit à divulguer leur œuvre. Les projets et les créations éventuels élaborés dans le contexte de la présente collaboration sont fondés sur une fusion des contributions et constituent à ce titre des œuvres collectives telles que définies par la loi.

ARTICLE 6 – CONCESSION DES DROITS, SANS PREJUDICE DES DISPOSITIONS DU MARCHE PUBLIC VISE A L'ARTICLE 2.1 DU PRESENT CONTRAT RELATIF A L'EXPOSITION PROPREMENT DITE « LES CLIMATS DU PAYSAGE »

À l'issue du présent contrat et s'il y a lieu, chaque partenaire concède à son cocontractant, à titre non exclusif, les droits d'exploitation ci-après définis sur les éventuels travaux ou livrables réalisés dans le cadre du présent contrat, à l'exception des droits d'exploitation portant sur les œuvres reproduites dans les travaux ou les livrables, aux conditions suivantes :

- La concession est consentie pour le monde entier et pour la durée de protection de la propriété intellectuelle.
- La présente concession est limitée à une exploitation non commerciale à des fins de communication et pour les besoins culturels et pédagogiques des partenaires.

Les droits d'exploitation concédés au titre du présent article sont les suivants :

- Droit de reproduction

Le droit de reproduire les travaux ou livrables, totalement ou partiellement, sous toute forme et sur tout support actuel ou futur.

Le droit d'adapter et de traduire en toutes langues les livrables entièrement ou partiellement ainsi que le droit de reproduire ses adaptations et traductions sur tout support actuel ou futur.

- Droit de représentation

Le droit de représenter tout ou partie des travaux ou livrables, leurs adaptations et traductions, par tout procédé actuel ou futur de communication publique.

La concession des droits d'exploitation susvisés est réalisée à titre gracieux.

ARTICLE 7 - GARANTIE

Chacun en ce qui les concerne, les partenaires se garantissent mutuellement contre tous recours, action, éviction ou condamnation au titre d'un préjudice quelconque que l'exploitation des droits concédés par le présent contrat pourrait causer à un tiers et ce quel que soit le fondement de la réclamation éventuelle de ce tiers, à l'exception de tous les droits portant sur les œuvres reproduites dans les travaux ou livrables.

Pour toute reproduction d'œuvres dans les travaux ou livrables, les partenaires sont seuls responsables, chacun en ce qui les concerne, des demandes d'autorisation et du paiement des droits d'auteur pour les œuvres non tombées dans le domaine public et se garantissent contre tous recours et condamnation à ce titre.

Les partenaires se garantissent mutuellement contre toute revendication d'un contributeur au projet, ayant agi sous leur autorité.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION - CONFIDENTIALITE

Les partenaires conviennent de coordonner leurs actions de communication par l'organisation d'actions communes (conférence de presse, campagne d'affichage, partenariats presse, événements relations publiques, etc.).

Les partenaires conviendront d'un commun accord des modalités appropriées à la mise en valeur de leur contribution respective à la réalisation de la mission d'intérêt général, en vue de coordonner et de valider chaque étape de communication au préalable.

Les dispositions du présent article s'appliquent sous réserve du respect de celles prévues par la convention de coopération concernant la Biennale d'architecture et de paysage de la Région Ile-de-France 2025 et par le marché public visé à l'article 2.1 du présent contrat.

ARTICLE 9 – DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat entre en vigueur à compter de sa signature par le dernier des partenaires pour une durée allant jusqu'au 13 juillet 2025.

ARTICLE 10 - RESILIATION

10.1 Dans l'hypothèse où il surviendrait des événements graves que les partenaires conviennent d'assimiler à la force majeure tels que, notamment, guerre, cataclysmes naturels, épidémies, menaces ou actes de terrorisme, grève générale, événements politiques graves, mesures d'ordre ou de sécurité publics, qui aboutiraient à compromettre provisoirement la mise en œuvre du présent contrat, les partenaires conviendront d'une suspension de son application et fixeront par avenant le calendrier du report d'exécution de leurs obligations respectives.

Dans l'hypothèse où l'événement de force majeure ou assimilé à la force majeure se poursuivrait pendant une durée ne permettant l'exécution des présentes, le présent contrat pourrait être résilié de plein droit, sans formalité judiciaire, à l'initiative de la partie la plus diligente, par simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, prenant effet au jour de sa première présentation. Dans cette hypothèse, les partenaires conviennent que les modalités de remboursement ou d'indemnisation éventuels seront étudiées de manière concertée.

10.2 Sauf dans les hypothèses d'événements assimilés contractuellement à la force majeure tels qu'indiqués au paragraphe précédent, en cas d'inexécution par l'un ou l'autre des partenaires de l'une des obligations mises à sa charge au titre du présent contrat, et trois semaines à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure de s'exécuter demeurée infructueuse, le présent contrat pourra être résilié de plein droit sans formalité judiciaire, aux torts exclusifs de la partie défaillante, sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts.

ARTICLE 11 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le contrat est constitué du présent document et d'une annexe qui en fait partie intégrante :

Annexe 1 : Budget du partenariat

Annexe 2 : Convention de coopération concernant la Biennale d'architecture et de paysage de la Région Ile-de-France 2025

ARTICLE 12 – AVENANT

En cas d'adaptations ou de modifications majeures aux dispositions du présent contrat rendues nécessaires, celles-ci devront faire l'objet d'un avenant aux présentes signé des deux partenaires.

ARTICLE 13 – LITIGE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou l'extinction du présent contrat, les partenaires s'efforceront de le résoudre à l'amiable, après notification adressée par l'un ou l'autre à son cocontractant à cet effet.

A défaut d'accord amiable, tout différend sera porté devant la juridiction compétente dans le ressort de la Cour d'appel de Versailles.

Fait à Versailles, le

En deux exemplaires originaux,

Pour L'ENSP, École nationale supérieure de paysage

Alexandra Bonnet, Directrice

Pour LA VILLE DE VERSAILLES

François de Mazières, Maire